Rapprochement et réconciliation en Europe*

Retours sur les expériences franco-allemandes au xx^e siècle

Corine Defrance
CNRS, Sirice, Paris

Dans ses *Mémoires d'un Européen*, parus en 1991, Pierre Pflimlin, ancien maire de Strasbourg, écrivait: »La réconciliation franco-allemande […] sera définitivement acquise lorsqu'elle sera si fortement enracinée dans le cœur et dans l'esprit des citoyens des deux peuples qu'elle survivra même à des brouilles, toujours possibles, entre dirigeants nationaux.«[1]

Alors que l'Europe, depuis février 2022, est ébranlée par l'agression de la Russie en Ukraine et depuis février 2025 par le revirement de la politique des États-Unis de Donald Trump mettant à mal les alliances traditionnelles, le partenariat franco-allemand est soumis à des défis inédits et des tensions profondes. Aussi les propos de cet artisan de la construction européenne et du rapprochement franco-allemand nous interpellent. En sommes-nous arrivés là? Pflimlin souligne à la fois la fragilité du processus et la pluralité de ses acteurs, qui peut en constituer la force, car il revêt à la fois une dimension politique et sociétale.

Depuis les années 1960, gouvernants et sociétés ont tissé le récit de cette réconciliation bilatérale, en parlant souvent de »miracle«: elle serait en quelque

* Cet article est fondé sur la conférence annuelle de l'Institut historique allemand que Corine Defrance a prononcée le 27 septembre 2024 au Musée d'art et d'histoire du Judaïsme (mahJ).

1 Pierre Pflimlin, Mémoires d'un Européen. De la iv^e à la v^e République, Paris 1991, 318.

Francia 52 (2025), 5–30 DOI 10.11588/fr.2025.1.115608
ISSN 1867-6448, e-ISSN 2569-5452
Rapprochement et réconciliation en Europe © 2025 by Corine Defrance (ORCID iD 0000-0001-7506-6483) is licensed under CC BY-SA 4.0.
Abstracts in German, French and English can be found at the end of this article.

sorte le grand succès et le patrimoine le plus précieux de l'histoire franco-allemande au second XX^e siècle. Ce récit peut être résumé ainsi: les »ennemis héréditaires« seraient devenus après la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale des »amis héréditaires«.[2] Ceux-ci sont même qualifiés de »couple« – surtout côté français – pour accroître la charge émotionnelle.[3] Côté allemand, on parle plus volontiers de tandem ou de moteur. Ce récit s'est déployé de part et d'autre sur la déconstruction du mythe antérieur et antagoniste de »l'ennemi héréditaire« forgé au XIX^e siècle.[4]

Au-delà de la France et de l'Allemagne, la réconciliation des anciens »ennemis« est devenue un objectif voire un impératif catégorique, en Europe et sur les autres continents. L'usage du terme a connu une considérable expansion et certains dénoncent le »kitsch« de la réconciliation.[5] Déconsidérés par les uns pour leur perte de sens et par les autres pour leur aspect normatif, le rapprochement et la réconciliation – mots et idées ensemble – ont pourtant une histoire particulière, que la situation en Europe amène à reconsidérer.

Il convient d'abord de s'arrêter sur les définitions. La réconciliation est toujours liée à la paix:[6] elle renvoie, selon une vision minimaliste, à »toute forme d'arrangement mutuel entre anciens ennemis« – ce que l'on peut résumer comme la coexistence pacifique de parties naguère en conflit; selon une vision maximaliste, elle impliquerait »vérité, justice et pardon«.[7] Ce serait alors le

2 Hans-Peter Schwarz, Erbfreundschaft. Adenauer und Frankreich – Amitié héréditaire. Adenauer et la France, Bonn, Berlin 1992; Wolfgang Bergsdorf et al. (dir.), Erbfreunde: Deutschland und Frankreich im 21. Jahrhundert, Weimar 2007; Hélène Miard-Delacroix, Andreas Wirsching, Ennemis héréditaires? Un dialogue franco-allemand, Paris 2020.

3 Laurent Leblond, Le couple franco-allemand depuis 1945. Chronique d'une relation exemplaire, Paris 1997; Cécile Calla, Claire Demesmay, Que reste-t-il du couple franco-allemand?, Paris 2013.

4 Michael Jeismann, La patrie de l'ennemi. La notion d'ennemi national et la représentation de la nation en Allemagne et en France de 1792 à 1918, Paris 1997; Mareike König, Élise Julien, Histoire franco-allemande, vol. 7. Rivalités et interdépendances, 1870–1918, Villeneuve d'Ascq, 2018, 104, 180.

5 »Versöhnungskitsch ist, wenn jede normale politische Handlung zwischen zwei Nachbarstaaten nicht mehr als normale Handlung, sondern als Versöhnung gilt«, Klaus Bachmann, Die Versöhnung muss von Polen ausgehen, dans: taz, 05-08-1994; Hans Henning Hahn, Heidi Hein-Kircher, Anna Kochanowska-Nieborak (dir.), Erinnerungskultur und Versöhnungskitsch, Marbourg 2008.

6 Jörn Leonhard, Über Kriege und wie man sie beendet. Zehn Thesen, Munich 2023.

7 Valérie Rosoux, Portée et limites du concept de réconciliation. Une histoire à terminer, dans: Revue d'études comparatives Est-Ouest 45/3 (2015), 21–47, DOI 10.3917/receo.453.0021, ici 25–26 pour les deux citations.

retour ou l'établissement de la confiance et de l'harmonie. S'agit-il d'une simple gradation sur une échelle qualitative, ou d'une profonde différence de nature? Si rapprochement et réconciliation ont en partage le rétablissement de la coexistence entre les anciens »ennemis« après le conflit, c'est leur rapport au temps qui les distingue l'un de l'autre.[8] Le »rapprochement« est tourné résolument vers l'avenir et la coopération. La réconciliation doit pour sa part dégager l'avenir en dénouant des fils enchevêtrés dans le passé, et elle a une charge symbolique et émotionnelle forte, avec des connotations morales et même religieuses. Les anciens adversaires doivent travailler ensemble pour faire face au passé qui les a divisés. La mémoire et la reconnaissance des victimes occupent une place centrale dans ce processus et l'oubli est condamné comme une faute morale.[9] Ce sont là des catégories interprétatives *actuelles* qui n'ont pas toujours eu cours dans le passé, et qui sont différentes du langage des sources. Les deux concepts doivent être appréhendés dans leur historicité.

Je me propose d'analyser les récits du rapprochement et de la réconciliation franco-allemande afin d'appréhender la relation des deux sociétés au passé, entre le modèle westphalien de l'oubli[10] (celui des traités de 1648) et le modèle actuel caractérisé par l'hypermnésie – un terme issu initialement du vocabulaire médical pour qualifier des pathologies liées aux excès de la mémoire, qui par extension désigne les tensions que la mémoire extrême peut provoquer au sein des sociétés et entre les sociétés et les États.[11] Certains chercheurs ont défendu la thèse selon laquelle le rapprochement franco-allemand aurait

8 Christiane Wienand, Réconciliation, dans: Nicole Colin et al. (dir.), Dictionnaire des relations culturelles franco-allemandes depuis 1945, Villeneuve d'Ascq 2023, 495–497; Birgit Schwelling (dir.), Transnational Civil Society's Contribution to Reconciliation. An Introduction dans: ead. (dir.), Reconciliation, Civil Society, and the Politics of Memory. Transnational Initiatives in the 20th and 21st Century, Bielefeld 2012, 7–21, DOI 10.1515/transcript.9783839419311.7; Lily Gardner Feldman, Germany's Foreign Policy of Reconciliation. From Enmity to Amity, Lanham, MD, Boulder, CO, New York 2012; Sandrine Lefranc (dir.), Après le conflit, la réconciliation?, Paris 2006; Corine Defrance, Punir, réparer, réconcilier, dans: Encyclopédie pour une histoire nouvelle de l'Europe (EHNE), 22-06-2020, 17-02-2025.

9 Frédéric Rognon, Expiation, repentance, pardon et réconciliation: concepts religieux et valeurs des sociétés européennes contemporaines, dans: Les Cahiers SIRICE 15/1 (2016), 15–23, DOI 10.3917/lcsi.015.0015.

10 Claire Gantet, La paix de Westphalie (1648). Une histoire sociale, xvii^e–xviii^e siècles, Paris 2001; ead., La guerre de Trente Ans. 1618–1648, Paris 2024.

11 Christian Meier, Das Gebot zu vergessen und die Unabweisbarkeit des Erinnerns. Vom öffentlichen Umgang mit schlimmer Vergangenheit, Munich 2010; David Rieff, In Praise of Forgetting: Historical Memory and its Ironies, Yale, CT 2016.

longtemps été fondé sur l'oubli.[12] Cette interprétation mérite une relecture prenant en compte la diversité des acteurs, des modes d'action, des temps et des échelles de cette histoire bilatérale.

Nous retracerons d'abord le positionnement des sociétés française et allemande face au rapprochement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Pour le saisir, il faut prendre en considération une plus longue durée que celle des 80 dernières années. Dans un deuxième temps, l'accent sera mis sur la période qui débute avec les années 1980 et qui est davantage marquée par le souci de se confronter au passé. Enfin, depuis ces mêmes années et encore davantage depuis le nouveau millénaire, la »réconciliation« franco-allemande se met en scène, cette autocélébration s'accompagnant d'une discussion sur les transferts possibles d'expérience et sur sa dimension européenne.

1. L'après Seconde Guerre mondiale: le temps du rapprochement?

En 1945, la haine mutuelle de l'autre, dans les deux sociétés, était à son comble en raison de l'intense propagande de guerre menée par le »IIIe Reich« et de la réalité des crimes commis, avec la découverte des camps de concentration et de la Shoah.[13] Cependant, en plus de la défaite totale de l'Allemagne, trois facteurs ont rapidement favorisé les débuts du rapprochement franco-allemand.[14] Sur le plan bilatéral, les premières leçons ont été tirées des erreurs de l'immédiat après-Première Guerre mondiale. Les plus avisés, tels Joseph Rovan, ont compris que les relations devaient être repensées et le récit de »l'ennemi héréditaire« déconstruit. À l'automne 1945, ce jeune Allemand d'alors 27 ans, d'origine juive, engagé dans la Résistance française, survivant de Dachau, dé-

12 Philippe Moreau Desfarges, Repentance et réconciliation, Paris 1999, 31; Mathias Delori, La symbolique franco-allemande en panne d'idées. Introduction: Pour un retour critique sur le grand récit de la réconciliation, dans: Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique 100 (2007), 11–21, DOI 10.4000/chrhc.666.

13 Dietmar Hüser, Frankreich, Deutschland und die französische Öffentlichkeit 1944–1950: Innenpolitische Aspekte deutschlandpolitischer Maximalpositionen, dans: Stefan Martens (dir.), Vom »Erbfeind« zum »Erneuerer«. Aspekte und Motive der französischen Deutschlandpolitik nach dem Zweiten Weltkrieg, Sigmaringen 1993, 19–64; Henning Fauser, Représentations de l'Allemagne chez d'anciens concentrationnaires en France, 1945–1969, Rennes 2025.

14 Au sujet de ce triple contexte, voir Corine Defrance, Ulrich Pfeil, Histoire franco-allemande, vol. 10. Entre guerre froide et intégration européenne. Reconstruction et rapprochement, 1945–1963, Villeneuve d'Ascq 2012.

clarait: »L'Allemagne de demain sera celle de nos mérites«.[15] Ensuite, l'intégration européenne avec ses enchevêtrements complexes – pas d'Europe (occidentale) sans un »partenariat« franco-allemand et pas de coopération bilatérale sans cadre européen. Jean Monnet et Robert Schuman, Konrad Adenauer ou Carlo Schmid, ce fils d'un couple franco-allemand, l'ont compris précocement! Enfin, la guerre froide a accéléré la convergence de l'Allemagne de l'Ouest et de la France, même si un certain nombre de Français, pas seulement communistes, ont vu dans »l'autre Allemagne« – la RDA autoproclamée antifasciste – la »meilleure des deux Allemagnes«.[16]

Les premières initiatives de rapprochement

C'est dans ce nouveau contexte, et pendant l'occupation de l'Allemagne, qu'ont été prises les initiatives pionnières de rapprochement. Les premières rencontres de jeunes Français et Allemands ont eu lieu dès 1946,[17] suivies par des rencontres de journalistes, de syndicalistes, ou encore d'historiens, etc. Joseph Rovan, Alfred Grosser – lui aussi d'origine allemande et juive –, Geneviève Carrez, germaniste spécialiste des questions féminines et de jeunesse, en ont été les promoteurs.[18] Les Églises et les milieux confessionnels catholiques et protestants, comme Pax Christi ou le Conseil fraternel franco-allemand, ont joué un rôle majeur dans l'organisation de rencontres, de pèlerinages, d'actions de solidarité et par des gestes symboliques, comme l'édification de croix ou d'une église de la paix.[19] Au niveau local, le premier jumelage

15 Joseph Rovan, L'Allemagne de nos mérites, dans: Esprit 11/115 (octobre 1945), 529–540.

16 Ulrich Pfeil, Die »anderen« deutsch-französischen Beziehungen. Die DDR und Frankreich 1949–1990, Cologne 2004.

17 Jacqueline Plum, Französische Kulturpolitik in Deutschland 1945–1955. Jugendpolitik und internationale Begegnungen als Impulse für Demokratisierung und Verständigung, Wiesbaden 2007, DOI 10.1007/978-3-8350-9677-6.

18 Corine Defrance, Comment repenser et renouer les relations franco-allemandes après Dachau? Joseph Rovan entre la France et l'Allemagne dans l'immédiat après-guerre, dans: Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande, 48/2 (2016), 453–471, DOI 10.4000/allemagne.409; ead., Alfred Grosser: le praticien des regards croisés franco-allemands, dans: Michel Grunewald et al. (dir.), France-Allemagne au xx^{e} siècle – La production de savoir sur l'autre. Les spécialistes universitaires de l'Allemagne et de la France au xx^{e} siècle (vol. 2), Berne 2012, 217–230; Hans Manfred Bock, Carrez, Geneviève, dans: Colin et al., Dictionnaire des relations culturelles (voir n. 8), 174–175.

19 Ulrike Schröber, Relations confessionnelles France/Allemagne, dans: Colin et al., Dictionnaire (voir n. 8.), 497–500; Martin Greschat, Widerstand und Versöhnung. Der

entre Montbéliard et Ludwigsburg a été conclu en 1950. Son initiateur, Lucien Tharradin, a été une figure emblématique du rapprochement bilatéral, tant ses différentes expériences de guerre lui donnaient la légitimité nécessaire pour tendre la main à l'ancien »ennemi«: il était ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale, ancien prisonnier de guerre, évadé, résistant, déporté et survivant du camp de concentration de Buchenwald.[20] De ces milieux, et en particulier de celui des résistants, sont issus presque tous les premiers acteurs sociétaux du rapprochement bilatéral.

Sans dresser ici le bilan des acteurs et des actions ayant initié ce processus, soulignons deux caractéristiques: 1) la reprise des relations avec le voisin a sans doute été plus délicate dans la région frontalière, en raison du traumatisme historique particulier et des incompréhensions d'après-guerre entre les régions naguère annexées au Reich et la »France de l'intérieur«;[21] 2) au niveau social, certaines actions se sont inspirées des expériences de l'entre-deux-guerres, comme les rencontres de jeunes[22] ou la révision des manuels scolaires.[23] D'autres actions ont été innovantes, tels les jumelages franco-allemands de communes, de régions, d'écoles…, et ont contribué à la démocratisation des relations transnationales: on a alors parlé d'un »Locarno par en bas« pour se démarquer de l'approche essentiellement élitiste de la seconde

---

Beitrag des europäischen Protestantismus zur Annäherung der Völker, dans: Anselm Doering-Manteuffel, Joachim Mehlhausen (dir.), Christliches Ethos und der Widerstand gegen den Nationalsozialismus in Europa, Stuttgart 1995, 139–154; Michael Kissener, Der Katholizismus und die deutsch-französische Annäherung in den 1950er Jahren, dans: Corine Defrance, Michael Kissener, Pia Nordblom (dir.), Wege der Verständigung zwischen Deutschen und Franzosen nach 1945. Zivilgesellschaftliche Annäherungen, Tübingen 2010, 89–98.

20 Corine Defrance, Tanja Herrmann, Städtepartnerschaften als Spiegel der europäischen Geschichte im 20. Jahrhundert. Eine Einleitung, dans: Corine Defrance, Tanja Herrmann, Pia Nordblom (dir.), Städtepartnerschaften in Europa im 20. Jahrhundert, Göttingen 2020, 11–44.

21 Corine Defrance, La dimension régionale dans le rapprochement franco-allemand. L'Alsace face à l'Allemagne de l'immédiat après-guerre au début des années 1970, dans: Yves Dénéchère, Marie-Bénédicte Vincent (dir.), Vivre et construire l'Europe à l'échelle territoriale de 1945 à nos jours, Bruxelles 2010, 145–158.

22 Olivier Prat, »La paix par la jeunesse«. Marc Sangnier et la réconciliation franco-allemande, 1921–1939, dans: Histoire@Politique 10/1 (2010), DOI 10.3917/hp.010.00100.

23 Romain Faure, Netzwerke der Kulturdiplomatie. Die internationale Schulbuchrevision in Europa 1945–1989, Munich 2015; Karolina Korostelina, Simone Lässig (dir.), History Education and Post-Conflict Reconciliation. Reconsidering Joint Textbook Projects, Londres 2013.

moitié des années 1920, à de rares exceptions près comme l'expérience des foyers scolaires franco-allemands.[24]

Quand le terme de réconciliation était encore (presque) un tabou

Quel vocabulaire a-t-on alors utilisé pour qualifier le processus de rapprochement? Dans son discours de Zurich en 1946, le Premier ministre britannique, Winston Churchill, a parlé de »partnership between France and Germany«.[25] La déclaration du ministre des Affaires étrangères Robert Schuman du 9 mai 1950 a mentionné la paix, la solidarité et les »bases communes de développement économique«.[26] Chez les acteurs sociétaux, le discours a été plus émotionnel, mais toujours prudent: en 1950, Tharradin évoquait l'»entente franco-allemande«, la »compréhension mutuelle«, le »rapprochement« et la »confiance« sans faire référence à la »réconciliation«.[27] Au lendemain immédiat de la guerre, ce terme était utilisé presque exclusivement par les Églises et les milieux confessionnels. Pourquoi a-t-il été évité par ailleurs? La réponse est à rechercher dans son histoire.

Si l'idée de terminer la guerre en supprimant les ferments du conflit pour assurer la paix à l'avenir par la coexistence pacifique voire »amicale« des peuples naguère ennemis est ancienne, l'usage du terme de »réconciliation« dans le vocabulaire diplomatique ou le droit des relations internationales est plus récent. Nulle mention de »réconciliation« dans les traités de Westphalie, même si l'idée est présente.[28] La première mention figure dans les lettres de ratification du traité des Pyrénées de 1659, entre la France et l'Espagne, qui le qualifie

24 Jérémie Dubois, Les langues de la paix. Ernst Schwarz, théoricien et acteur d'expériences franco-allemandes d'éducation populaire dans l'entre-deux-guerres, dans: Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande 56/2 (2024), 291–304, DOI 10.4000/1314r.

25 Winston Churchill, Discours à Zurich, 19 septembre 1946, Council of Europe, https://rm.coe.int/16806981f3, 25-03-2025.

26 Déclaration de Robert Schuman, 9 mai 1950, European Union, https://europa.eu/european-union/about-eu/symbols/europe-day/schuman-declaration_fr, 25-03-2025.

27 Lucien Tharradin, Rencontres de maires français et allemands à Stuttgart, dans: Allemagne. Bulletin du Comité français d'Échanges avec l'Allemagne nouvelle, n° 8 (août/septembre 1950), 4.

28 Claire Gantet, Marie-Thérèse Mourey, Autour de la paix de Westphalie (1648). Textes, images et rituels de réconciliation, dans: Anne Couderc, Corine Defrance, Ulrich Pfeil (dir.), La réconciliation. Histoire d'un concept entre oubli et mémoire/Versöhnung. Geschichte eines Begriffs zwischen Vergessen und Erinnern, Bruxelles 2022, 53–74, DOI 10.3726/b19675, 55.

de »traité de paix et de réconciliation«.[29] À la fin du XIXe siècle, le mot et l'idée ont une première fois disparu du langage diplomatique: le traité de Francfort de 1871 a été perçu comme une paix sans réconciliation[30] puis le traité de Versailles, en 1919, comme une paix nommant les coupables, rendant la réconciliation presque impossible. L'écrivain allemand Kurt Tucholsky, socialiste et pacifiste, dénonça une paix d'anéantissement (*Vernichtungsfrieden*) et en août 1924 le gouvernement de la république de Weimar déclara que l'article 231 était un obstacle à une »vraie compréhension et réconciliation entre les peuples«.[31] L'idée a alors été relayée par des organisations sociétales militant pour les droits de l'Homme après la première convention de Genève (1864) et les conférences de la Haye (1899 et 1907).[32] Quels mots sont-ils alors employés? Les juristes parlent souvent de »conciliation«. Des initiatives internationales pour la »compréhension internationale« ont vu le jour au seuil du XXe siècle. Lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale, l'association International Fellowship of Reconciliation (IFOR) a été fondée.[33] Et même pendant le conflit, en 1917, des pacifistes de différents pays réunis en Suisse ont fait campagne pour la »réconciliation« autour de la revue du même nom – *Versöhnung*. Ils n'ont pas conçu la réconciliation sur la base de l'oubli, mais, dans une perspective transnationale, ont pointé du doigt la responsabilité des milieux impérialistes et militaristes de tous les pays.[34] Dans l'entre-deux-guerres, la »réconciliation« et d'autres termes connexes tels que »désar-

29 Romain Le Bœuf, L'idée et les méthodes de la réconciliation dans les traités de paix. Le point de vue d'un juriste, dans: Couderc, Defrance, Pfeil (dir.), La réconciliation (voir n. 28), 35–51, 37.

30 »Das war weder ein Versöhnungs- noch ein Karthagofriede«, selon Thomas Nipperdey, Deutsche Geschichte 1866–1918, vol. 2, Machtstaat vor der Demokratie, Munich 1993, 74.

31 »Wahre Verständigung und Versöhnung zwischen den Völkern«, cité d'après Gerd Krumeich, Die unbewältigte Niederlage. Das Trauma des Ersten Weltkrieges und die Weimarer Republik, Fribourg-en-Brisgau 2018, 178, 182.

32 Maartje Abbenhuis, Christopher Ernest Barber, Annalise R. Higgins (dir.), War, Peace and International Order? The Legacies of the Hague Conferences of 1899 and 1907, Londres 2017.

33 Roger Chickering, A Voice of Moderation in Imperial Germany. The »Verband für internationale Verständigung« 1911–1914, dans: Journal of Contemporary History 8/1 (1973), 147–164, DOI 10.1177/002200947300800l0; Stéphane Tison (dir.), Paul d'Estournelles de Constant. Concilier les nations pour éviter la guerre (1878–1924), Rennes 2015.

34 Nicolas Moll, Für einen offensiv-konstruktiven Umgang mit der Schuldfrage: Die Zeitschrift »Die Versöhnung«, dans: Couderc, Defrance, Pfeil (dir.), La réconciliation (voir n. 28), 135–153.

mement moral« ou »pacification des esprits« ont été très présents, portés principalement par les milieux pacifistes, féministes ou confessionnels.[35] Ils sont aussi revenus en force dans le langage politique et diplomatique et ont été employés par les États, les grandes organisations non gouvernementales ou bien encore par la Société des Nations.

Depuis les années 1930, fascistes et nationalistes se sont emparés du terme de réconciliation. Dans son ouvrage de 1931, *France – Allemagne. La Réconciliation ou la Guerre*, Gustave Hervé en appelait à la coopération des nationalistes des deux côtés du Rhin pour lutter contre le bolchévisme, opposant la »vraie réconciliation« à l'action de Briand et Stresemann qualifiée de »politique miteuse de rapprochement«.[36] Avec la défaite française et l'occupation allemande, une étape supplémentaire a été franchie. En juillet 1940, Gaston Bergery, un fasciste français, a lancé son appel à »l'œuvre de réconciliation et de collaboration« au sein du »nouvel ordre européen«[37]. Le groupe d'intellectuels Collaboration, fondé à l'automne 1940, a pris pour devise »Rénovation française – Réconciliation franco-allemande – Solidarité européenne«[38]. Les intellectuels collaborationnistes ont constamment promu la réconciliation franco-allemande.[39] Même en 1945, emprisonné à Fresnes et attendant son

35 Mona L. Siegel, The Moral Disarmament of France. Education, Pacifism, and Patriotism, 1914–1940, Cambridge 2011.

36 Gustave Hervé, France-Allemagne. La réconciliation ou la guerre, Paris 1931, 14, 185, 229. Corine Defrance, Gustave Hervé et l'Allemagne. La réconciliation ou la guerre?, dans: Olivier Dard, Michel Grunewald, Uwe Puschner (dir.), Confrontations au national-socialisme en Europe francophone et germanophone/Auseinandersetzungen mit dem Nationalsozialismus im deutsch- und französischsprachigen Europa, 1919–1949, vol. 4, Francfort-sur-le-Main 2020, 79–93; voir aussi Hans Manfred Bock, Versöhnung oder Subversion? Deutsch-französische Verständigungs-Organisationen und -Netzwerke der Zwischenkriegszeit, Tübingen 2014.

37 François Broche (dir.), Dictionnaire de la Collaboration. Collaborations, compromissions, contradictions, Paris 2014, 6.

38 Barbara Unteusch, Vom Sohlbergkreis zur Gruppe Collaboration. Ein Beitrag zur Geschichte der deutsch-französischen Beziehungen anhand der Cahiers franco-allemands, Deutsch-französische Monatshefte, 1931–1944, Münster 1990, 199–216, 203; Barbara Berzel, Die französische Literatur im Zeichen von Kollaboration und Faschismus. Alphonse de Châteaubriant, Robert Brasillach und Jacques Chardonne, Tübingen 2012, 102.

39 Fritz Taubert, La mémoire d'une autre réconciliation. Le récit des anciens collaborationnistes au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans: Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique 100 (2007), 51–65, DOI 10.4000/chrhc.1246; Peter Schöttler, Dreierlei Kollaboration. Europa-Konzepte und »deutsch-französische Verständigung« – am Beispiel der Karriere von SS-Brigadeführer Gustav Krukenberg, dans:

exécution, l'écrivain Robert Brasillach plaidait encore pour la »réconciliation sincère« entre la France et l'Allemagne manquée par les générations précédentes…[40]

Cette continuité affirmée a constitué un danger mortel pour le processus et l'idée même de réconciliation après 1945.[41] Le discrédit général dans lequel celle-ci est tombée était tel qu'en avril 1945, en Allemagne, l'armée britannique mettait ses soldats en garde contre les dangers de »fraternisation« et de »réconciliation«.[42] Autre exemple: dix ans plus tard, une caricature du quotidien communiste *L'Humanité* montre le chancelier Adenauer en uniforme nazi, les mains ouvertes, du fil de fer barbelé entre les doigts, disant: »Qu'on m'accorde quelques divisions… et je pourrai serrer la France dans mes bras.« La légende titre avec ironie: »Un geste de réconciliation franco-allemande«.[43] Pour les communistes français, l'intégration européenne et le réarmement de la République fédérale s'inscrivaient dans la continuité de la collaboration et de l'Europe fasciste.

Malgré la tabouisation du terme réconciliation, voire son usage à titre répulsif, l'idée du vivre ensemble préoccupait cependant les contemporains: qu'entendaient-ils alors par rapprochement franco-allemand? À Zurich, Churchill a parlé du »blessed act of oblivion«.[44] Tharradin, le sénateur-maire de Montbéliard, écrivait à l'été 1950 »le passé est trop sombre, regardons ensemble vers l'avenir«.[45] Globalement, à quelques exceptions près, les partisans du dialogue bilatéral, issus de générations très différentes mais ayant fait l'expérience de la – ou des guerres, estimaient qu'il était trop tôt pour évoquer ensemble les blessures du passé. Ils se tournaient vers l'avenir. Dans cette perspective, les jeunes étaient nécessairement au centre de leurs préoccupations.[46]

Pendant longtemps, les questions des crimes commis pendant la guerre, des

---

Zeithistorische Forschungen/Studies in Contemporary History 9/3 (2012), 365–386, DOI 10.14765/zzf.dok-1575.

40 Robert Brasillach, Lettre à un soldat de la classe 60, suivie de Les frères ennemis. Dialogue tragique, Paris 1946.

41 Fritz Taubert, La mémoire d'une autre réconciliation (voir n. 39).

42 Corine Defrance, Ulrich Pfeil, Verständigung und Versöhnung. Eine Herausforderung für Deutschland nach 1945, dans: id. (dir.), Verständigung und Versöhnung nach dem »Zivilisationsbruch«? Deutschland in Europa nach 1945, Bruxelles 2016, 13–53, 14.

43 Un geste de réconciliation franco-allemande, caricature de Louis Mitelberg (Tim), dans: L'Humanité, 08-09-1954.

44 Churchill, discours à Zurich, 19 septembre 1946 (voir n. 25).

45 Lucien Tharradin, Rencontres (voir n. 27), 4.

46 Mathias Delori, La réconciliation franco-allemande par la jeunesse. La généalogie, l'événement, l'histoire (1871–2015), Bruxelles 2016.

responsabilités et de la culpabilité, n'ont presque pas été abordées dans les échanges de jeunes ou les jumelages.[47] Qu'en a-t-il été des historiens? Des Allemands, Français et Européens se sont rencontrés pour réviser l'enseignement de l'histoire et les manuels scolaires. Dès leurs premières réunions en 1948 à Spire, sur les bords du Rhin en zone française d'occupation, ils ont voulu mettre l'accent sur ce qui rapprochait les peuples plutôt que sur ce qui les avait divisés. Aussi, ils ont accordé à l'histoire culturelle une plus grande place par rapport à l'histoire politique et militaire et ont été attentifs au récit des autres pour sortir l'histoire du prisme national.[48] Un centre de recherche historique allemand a été fondé à Paris en 1958, rue du Havre, d'abord dirigé par un jeune médiéviste catholique et antinazi, Eugen Ewig. Le jour de l'inauguration du centre, le Prof. Egon Hübinger, historien et directeur de la section culturelle du ministère fédéral de l'Intérieur, a honoré la mémoire de Marc Bloch et rappelé son »assassinat« par les Allemands[49]. Ce centre, fondé à l'origine »strictement sur base universitaire«, devenu en 1964 l'Institut historique allemand, s'est d'abord concentré sur les études médiévales et modernes. Il fallait établir la confiance et des bases de travail avec le pays hôte pour pouvoir traiter ensemble, ensuite, des conflits contemporains.[50]

Cela signifie-t-il que les questions découlant du passé n'ont pas été abordées au cours de cette première phase? Le procès de Nuremberg de 1945/46, largement couvert par les médias français, est la preuve du contraire. On y a débattu des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité perpétrés par les nazis. Cette première expérience de la justice internationale, malgré ses limites, comme les procès qui ont suivi en France et dans les différents pays, font partie du

47 Tanja Herrmann, Der zweite deutsch-französische Städtepartnerschaftsboom (1985–1994): Akteure, Motive, Widerstände und Praxis, Berlin 2019.

48 Corine Defrance, Die internationalen Historikertreffen von Speyer. Erste Kontaktaufnahme zwischen deutschen und französischen Historikern nach dem Zweiten Weltkrieg, dans: Ulrich Pfeil (dir.), Die Rückkehr der deutschen Geschichtswissenschaft in die »Ökumene der Historiker«. Ein wissenschaftsgeschichtlicher Ansatz, Munich 2008, 213–237; Rainer Bendick, Irrwege und Wege aus der Feindschaft – Deutsch-französische Schulbuchgespräche im 20. Jahrhundert, dans: Kurt Hochstuhl (dir.), Deutsche und Franzosen im zusammenwachsenden Europa 1945–2000, Stuttgart 2003, 73–103.

49 Ulrich Pfeil, Vorgeschichte und Gründung des Deutschen Historischen Instituts Paris. Darstellung und Dokumentation, Ostfildern 2007, doc. n° 193, 436;

50 Id., Gründung und Aufbau des Deutschen Historischen Instituts in Paris (1958–1968)/ Création et développement de l'institut (1958–1968), dans: Rainer Babel, Rolf Grosse (dir.), Das Deutsche Historische Institut Paris/Institut historique allemand 1958–2008, Ostfildern 2008, 1–84.

processus de réconciliation.[51] Edgar Faure, alors procureur général adjoint pour la France à Nuremberg, a rappelé que ce procès était »la grande chance de la paix«:[52] sans justice, sans reconnaissance et condamnation des crimes commis, il est impossible de préparer un avenir commun. Dans l'immédiat après-guerre, de nombreux témoignages ont également été publiés en France, notamment par les survivants des camps de concentration et de la Shoah, mais ils n'ont guère été lus.[53] En Allemagne de l'Ouest, les exilés revenus, les anciens résistants au nazisme et des survivants n'ont pas été entendus eux non plus.[54] Les sociétés, dans leur ensemble, aspiraient à »tourner la page«.[55] Pour résumer: au cours de ces années d'immédiat après-guerre, des progrès ont été réalisés dans la résolution de problèmes graves découlant du passé, mais il n'y a pas eu de grand débat sociétal sur le passé.

2. Le développement du récit de la réconciliation

Ces avancées, inégales selon les secteurs, et insuffisantes, ont cependant conduit à un nouvel usage des termes tant par les autorités politiques et diplomatiques que par les acteurs sociétaux. Non seulement le terme de réconciliation est revenu dans les usages mais son sens s'est transformé, impliquant au fil du temps un retour critique sur le passé.

La réhabilitation politique et sociétale du terme de réconciliation

Au cours des années 1950, le mot »réconciliation« ou bien »Versöhnung« a été de plus en plus utilisé par les organisations de la société civile. Depuis 1953, le

51 Antoine Garapon, Peut-on réparer l'histoire? Colonisation, esclavage, Shoah, Paris 2008.

52 Matthias Gemählich, Frankreich und der Nürnberger Prozess gegen die Hauptkriegsverbrecher 1945/46, Berlin 2018, 336.

53 Annette Wieviorka, Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli, Paris 2003; Simon Perego, Pleurons-les. Les Juifs de Paris et la commémoration de la Shoah (1944–1967), Ceyzérieu 2020, 19.

54 Marita Krauss, Heimkehr in ein fremdes Land. Geschichte der Remigration nach 1945, Stuttgart 2001.

55 Henry Rousso, Le syndrome de Vichy. De 1944 à nos jours, Paris 1990, 343; Peter Reichel, Die Auseinandersetzung mit der NS-Diktatur von 1945 bis heute, Munich 2001; Norbert Frei, 1945 und Wir. Das Dritte Reich im Bewußtsein der Deutschen, Munich 2005.

Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge a organisé, en France notamment, des camps internationaux de jeunes sur les sites de sépultures militaires allemandes sous la devise »Réconciliation au-dessus des tombes«[56]. Mais il y a le risque d'une réconciliation »par procuration«, la jeunesse reconnaissant voire expiant au nom des aînés le crime qu'elle n'a pas commis elle-même. Dans les chartes de jumelages, en plein essor depuis le début des années 1960, il était presque toujours question de réconciliation.[57] Le terme a aussi fait son retour dans la langue diplomatique au tournant des années 1950 et 1960.[58] Même les communistes et la CGT ont changé leur stratégie initiale afin de ne pas laisser le monopole de la réconciliation à l'Allemagne de l'Ouest »capitaliste«. Cela a donné lieu à un contre-discours sur la »véritable réconciliation« entre le peuple français et la RDA.[59] En RDA, les communistes allemands ayant combattu dans la Résistance française, comme Franz Dahlem, Gerhard Leo, Dora Schaul, Ernst Scholz, futur premier ambassadeur de la RDA en France en 1973, ou Edith Zorn, ont été dès lors mis au service de ce nouveau récit.[60]

La réconciliation a finalement été consacrée politiquement par le président Charles de Gaulle et le chancelier Konrad Adenauer. À l'issue de l'office religieux du 8 juillet 1962 en la cathédrale de Reims, ils ont affirmé avoir »scellé« la réconciliation. Cet office a marqué le début de la grande mise en scène de la réconciliation, dont les dimensions chrétienne et politique s'interpénètrent. Il y a une certaine similitude entre la messe de Reims et les célébrations de la Paix

56 Nils Köhler, Der Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge e. V. »Versöhnung über den Gräbern – Arbeit für den Frieden«, dans: Defrance, Pfeil (dir.), Verständigung (voir n. 42), 407–423, 420.

57 Corine Defrance, Tanja Herrmann, Städtepartnerschaften. Ein Instrument der »Versöhnung« von unten?, dans: Defrance, Pfeil (dir.), Verständigung (voir n. 42), 585–603.

58 Ulrich Lappenküper, Die deutsch-französischen Beziehungen 1949–1963. Von der »Erbfeindschaft« zur »Entente élémentaire«, Munich 2001, 1708; Marion Aballéa, De l'art de se rendre dispensable? Les diplomates et la »réconciliation franco-allemande«, dans: Nicolae Paun, Sylvain Schirmann (dir.), Borders, Identities, Communities. The Road to Reconciliation and Partnership in Central and Eastern Europe, Baden-Baden 2016, 221–242.

59 »La véritable réconciliation franco-allemande sera l'œuvre des peuples eux-mêmes«, affiche de 1962, citée d'après la thèse de doctorat d'Alexandre Bibert, Les relations syndicales franco-allemandes (France, RFA, RDA) de 1945 à 1973, en cotutelle entre l'université de Strasbourg et la Humboldt-Universität zu Berlin, 2015 (annexe n° 10, 657), non publié.

60 Franz Kuhn, Les antifascistes allemands dans la Résistance française. Histoire et mémoire, dans: Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande 44/1 (2012), 97–113, DOI 10.3406/reval.2012.6214.

de Westphalie en 1648.[61] Ainsi, un *Te Deum* a retenti sous la voûte et, comme jadis, les principaux protagonistes ont tu le passé traumatisant.[62] Celui-ci a été évoqué symboliquement par le double choix de Reims, où la capitulation allemande avait été signée le 7 mai 1945, et de la cathédrale, incendiée pendant la Première Guerre mondiale.[63] L'archevêque Marty a proclamé: »Pour le passé: le pardon des brisures. Pour l'avenir: la volonté de réconciliation.«[64] L'archevêque distingue ici deux temporalités qui s'interpénètrent: car le retour sur le passé s'avère bien souvent plus difficile que la coopération dans le présent et l'avenir. Le rapprochement, souvent, ne succède pas à la réconciliation, mais la précède – car l'enclenchement de ce processus facilite le traitement commun des brisures du passé. Dans la conception chrétienne, depuis le Moyen Âge, le lien est indissociable entre pardon et réconciliation.[65] À l'issue de cette rencontre, De Gaulle aurait déclaré à son ministre de l'Information, Alain Peyrefitte: »Personne d'autre que moi ne peut réconcilier la France et l'Allemagne, car je suis le seul à pouvoir pardonner à l'Allemagne«.[66] Ce propos reflète son idée d'une relation fondamentalement asymétrique avec l'Allemagne d'après-guerre et la non prise en compte des actions sociétales, celles-ci n'engageant pas la nation dans son ensemble.

Notons qu'à la différence de Reims en 1962, la signature du traité de l'Élysée, le 22 janvier 1963, a été quasiment déconnectée de la réconciliation. Le terme, absent du document, a été prononcé une seule fois dans la déclaration commune. Il s'agit d'un »traité de coopération«. Il en va de même pour l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ), fondé en juillet 1963, dont l'objectif est de faire se rencontrer les jeunes des deux pays pour bâtir l'avenir. La

61 Claire Gantet, Les fêtes luthériennes de la paix de Westphalie, dans: Revue de l'histoire des religions 217/3 (2000), 459–472, DOI 10.3406/rhr.2000.1041.

62 Andreas Linsenmann, Das »Te Deum«: Konrad Adenauer und Charles de Gaulle in Reims 1962, in: Defrance, Pfeil (dir.), Verständigung (voir n. 42), 65–81.

63 Thomas W. Gaehtgens, Reims on Fire. War and Reconciliation between France and Germany, Los Angeles 2018.

64 François Marty, Chronique vécue de l'Église en France. Entretiens avec Jean Bourdarias, Paris 1980, 117–118.

65 Hans-Richard Reuter, Ethik und Politik der Versöhnung, dans: Gerhard Beestermöller, Hans-Richard Reuter (dir.), Politik der Versöhnung, Stuttgart 2002, 15–36; Urszula Pękala, Deutsch-polnische Versöhnung an der Schnittstelle von Religion und Politik, dans: ead., Irene Dingel (dir.), Ringen um Versöhnung. Religion und Politik im Verhältnis zwischen Deutschland und Polen seit 1945, Göttingen 2018, 9–48; Florian Michel, Réconciliation et théologie catholique: liturgie, pastorale, culture au XX^e siècle, dans: Couderc, Defrance, Pfeil (dir.), La réconciliation (voir n. 28), 75–92, ici 76–78.

66 Alain Peyrefitte, C'était de Gaulle, vol. 1: La France redevient la France, Paris 1994, 83.

céramique de Jean Cocteau reproduite en couverture de la revue, créée pour la circonstance, est une ode à la jeunesse, et l'OFAJ l'a mise en valeur dans l'affiche célébrant son 30e anniversaire en 1993 (ill. p. 23).

Pourtant, au moment de cette phase intense de rapprochement politique et sociétal, les deux pays se sont efforcés de résoudre de graves problèmes issus de la guerre. Ainsi, en 1960, est signé entre Paris et Bonn l'accord portant sur le dédommagement des victimes du nazisme.[67] La question des réparations est essentielle dans le processus de réconciliation, car elle est liée à la reconnaissance des victimes. Elle est nécessaire mais non suffisante.[68] L'écrivaine Françoise Frenkel, Juive d'origine polonaise qui avait fondé et dirigé la librairie française de Berlin pendant l'entre-deux-guerres, a voulu obtenir le »maximum«. Dans la correspondance familiale, elle se demandait comment vivre avec »l'argent des assassins«. Elle n'a cependant jamais »pardonné«.[69]

Alors même que la question des réparations progressait, des criminels de guerre allemands internés en France ont été graciés – problématique concession française à la partie allemande. Les amnisties, souvent controversées, sont inhérentes aux processus de sorties de guerre. Des mesures de grâce accordées à des individus ayant commis des crimes d'une gravité singulière sont ressenties comme une provocation à l'égard des victimes et donnent le sentiment que la réconciliation est incompatible avec la justice.[70] Dans son ouvrage *Pardonner?*, paru en 1971 et rédigé au milieu des années 1960, le philosophe juif Vladimir Jankélévitch se désolait de l'évolution des rapports franco-allemands: »Tout est déjà pardonné et liquidé. Il ne reste plus qu'à ›jumeler‹ Oradour avec Munich!«[71] L'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, débattue et décidée en France comme en Allemagne au milieu des années 1960, a été une première réponse face aux dérives possibles de l'amnistie vers l'impunité.[72]

---

67 Hans Günter Hockerts, Wiedergutmachung in Deutschland. Eine historische Bilanz 1945–2000, dans: Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte 49/2 (2001), 167–214.

68 Barbara Cassin, Olivier Cayla, Philippe-Joseph Salazar (dir.), Vérité, réconciliation, réparation, dans: Le Genre humain 43/2 (2004), introduction: iid., .Dire la vérité, faire la réconciliation, manquer la réparation, in: ibid., 13–34, DOI 10.3917/lgh.043.0013.

69 Corine Defrance, Françoise Frenkel, portrait d'une inconnue, Paris 2022, 158–164, 168.

70 Stéphane Gacon, L'amnistie. De la Commune à la guerre d'Algérie, Paris 2002; Sophie Wahnich (dir.), Une histoire politique de l'amnistie, Paris 2007; Claudia Moisel, Frankreich und die deutschen Kriegsverbrecher. Politik und Praxis der Strafverfolgung nach dem Zweiten Weltkrieg, Göttingen 2004, 240.

71 Vladimir Jankélévitch, L'imprescriptible. Pardonner? Dans l'honneur et la dignité, Paris 1986 [1971], 48.

72 Antoine Garapon, Des crimes qu'on ne peut ni punir ni pardonner. Pour une justice internationale, Paris 2002.

Ces problèmes de la réparation et de l'amnistie soulèvent en particulier – mais pas seulement – la question du rôle des Juifs dans le processus de rapprochement et de réconciliation. Elle n'a pas encore été traitée dans son ensemble et elle présente une grande complexité en raison de la diversité des situations. Il n'y a pas »une« communauté juive, mais une grande diversité de positionnements en fonction d'expériences personnelles: engagement dans la Résistance, expérience de la perte, de la persécution et de la Shoah… Si les exemples de Françoise Frenkel et de Vladimir Jankélévitch démontrent la difficulté voire le rejet du rapprochement, la fondation en 1957 d'une résidence pour des survivants judéo-allemands âgés, à Limours, près de Paris, financée par la RFA et soutenue par l'ambassade d'Allemagne à Paris, a été un des principaux lieux du »rapprochement entre milieux d'émigrés et représentants allemands«.[73]

Faire face au passé: la condition de la réconciliation

Avec la prise de conscience progressive de la nature particulière des crimes commis lors de la Seconde Guerre mondiale, l'oubli du passé a été toujours davantage considéré comme une faute, et les sociétés ont exigé la mémoire et la reconnaissance des victimes.[74] La cérémonie commémorative de Verdun, le 22 septembre 1984, a marqué de ce point de vue un tournant. Le président François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl, par leur geste – le *mano a mano* –, se sont saisis du passé. Selon les catégories actuelles de l'analyse, il s'agit d'un geste de réconciliation. Ils voulaient joindre dans un même hommage la mémoire des soldats tombés lors des deux guerres mondiales[75]. Cependant, le choix du lieu a rendu ce message inaudible. Verdun – et plus précisément

73 Dorothea Bohnekamp, Faire acte de réparation. La diplomatie allemande face aux survivants judéo-allemands en France pendant les années 1950, dans: Corine Defrance, Jürgen Finger, Ulrich Pfeil (dir.), Paris, lieu de la diplomatie allemande depuis 1868/ Paris als Standort der deutschen Diplomatie seit 1868, Bruxelles 2026 (à paraître).

74 Enzo Traverso, Le passé: modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique, Paris 2005.

75 Ulrich Pfeil, Der Händedruck von Verdun. Pathosformel der deutsch-französischen Versöhnung, dans: Gerhard Paul (dir.), Das Jahrhundert der Bilder, vol. 2: 1949 bis heute, Göttingen 2008, 498–505; Reiner Marcowitz, »Hand in Hand«. François Mitterrand und Helmut Kohl in Verdun 1984, dans: Defrance, Pfeil (dir.), Verständigung (voir n. 42), 103–116; Valérie-Barbara Rosoux, Les usages de la mémoire dans les relations internationales. Le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie de 1962 à nos jours, Bruxelles 2001, 57–59; Ead., La réconciliation franco-allemande: crédibilité et exemplarité d'un »couple à toute épreuve«, dans: Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique 100 (2007), 23–36, DOI 10.4000/chrhc.623.

Douaumont – est le symbole de la Première Guerre mondiale. De surcroît, ce geste iconique, gravé dans les mémoires françaises et allemandes et dont le 40e anniversaire vient d'être commémoré,[76] cache des malentendus. Par les archives allemandes, nous savons désormais que le chancelier Kohl avait espéré pouvoir »tirer un trait sur le passé«.[77] Il redoutait que la mémoire des crimes n'affecte l'image de la République fédérale à l'étranger.[78] C'est la réception publique et médiatique du geste, avec la valeur symbolique qui lui a été attribuée immédiatement, qui a constitué cet acte en événement. Et finalement, c'est la capacité à affronter le passé qui est devenue l'un des principaux atouts de la RFA sur la scène internationale.[79]

Cependant, comme la cérémonie de 1984 est restée associée à la Grande Guerre, les autorités devaient encore affronter la mémoire plus asymétrique de la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci a fait pour la première fois l'objet d'une cérémonie commune le 6 juin 2004, lors du 60e anniversaire du débarquement allié en Normandie. Cette étape importante a concerné la libération de l'Europe du nazisme – en quelque sorte un élément constructif du récit allemand de l'après-guerre tel que l'avait formulé le président fédéral Richard von Weizsäcker en 1985. Il avait en effet été le premier à considérer officiellement le 8 mai 1945 non plus seulement comme le jour de la capitulation de l'Allemagne nazie mais celui de la libération de l'Allemagne du nazisme.[80] Il faut attendre près d'une décennie encore (4 septembre 2013) pour que les présidents François Hollande et Joachim Gauck visitent ensemble un lieu emblématique des crimes nazis – le village d'Oradour-sur-Glane, jusqu'alors resté le symbole du »droit à l'irréconciliabilité«.[81] La déclaration de culpabilité, la re-

76 40. Jahrestag der Versöhnungsgeste von Verdun, Bundeskanzler-Helmut-Kohl-Stiftung, 18-09-2024, https://www.bundesstiftung-helmut-kohl.de/aktuelles/detail/40-jahrestag-der-versoehnungsgeste-von-verdun, 25-03-2025.

77 Ulrich Pfeil, Der Händedruck von Verdun. Deutsch-französische Symbolpolitik im Jahre 1984, dans: Deutschland Archiv, 16-09-2024, (25-03-2025); Simone Derix, Bebilderte Politik. Staatsbesuche in der Bundesrepublik Deutschland 1949–1990, Göttingen 2009.

78 Jacob S. Eder, Holocaust-Angst. Die Bundesrepublik, die USA und die Erinnerung an den Judenmord seit den siebziger Jahren, Göttingen 2020.

79 Frank Trommler, Kulturmacht ohne Kompass. Deutsche auswärtige Kulturbeziehungen im 20. Jahrhundert, Cologne 2014.

80 Discours du président fédéral Richard von Weizsäcker au Parlement fédéral allemand pour la commémoration des 40 ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe le 8 mai 1985 à Bonn, Bundespräsidialamt, 25-03-2025; Katrin Hammerstein, Birgit Hofmann, »Wir […] müssen die Vergangenheit annehmen« – Richard von Weizsäckers Rede zum Kriegsende 1985, Deutschland Archiv, 18-12-2015, 25-03-2025.

81 Andrea Erkenbrecher, A Right to Irreconcilability? Oradour-sur-Glane, German-

pentance, la reconnaissance des victimes et le rejet de l'oubli ont été au centre du discours du président Gauck.[82] Si ce dernier, ancien pasteur, a mentionné maintes fois la »réconciliation«, il a évité la demande de pardon, afin de n'exercer aucune pression sur les victimes et leurs descendants.[83] C'est sans doute sur le rapport au pardon que diffèrent le plus les conceptions théologiques et politiques de la réconciliation. S'il est central dans les premières, c'est davantage la reconnaissance publique des victimes et la repentance pour les crimes commis qui sont au cœur des secondes. En juin 2024, à l'occasion du 80e anniversaire du massacre, alors qu'il n'y a désormais plus de survivant, le président fédéral Frank-Walter Steinmeier, en référence à l'intellectuel allemand d'origine juive Rolf Giordano (1923–2014),[84] a évoqué la »seconde culpabilité«. Parlant des assassins restés impunis, il a déclaré: »Mon pays s'est rendu par là-même de nouveau coupable.«[85]

Il a fallu plusieurs décennies pour que l'Allemagne soit officiellement associée à la commémoration de la Seconde Guerre mondiale. Pendant cette période, des initiatives bilatérales ont été prises par d'autres acteurs à d'autres échelles. Dans le cadre des jumelages, des villes allemandes ont été invitées à participer à des commémorations. Mais il est aussi arrivé, jusque dans les années 1990, que des associations de victimes se soient opposées à la conclusion de nouveaux partenariats.[86] Les positions ont évolué avec le temps. En juin 2024, Oradour-sur-Glane a signé un »pacte d'amitié« avec Hersbruck, en Bavière, où se trouvait jadis une annexe du camp de concentration de Flossenbürg.[87] Le niveau local constitue très souvent un laboratoire pour expérimenter le travail commun sur le passé.

French Relations and the Limits of Reconciliation after World War II, dans: Birgit Schwelling (dir.), Reconciliation (voir n. 8), 167–199, DOI 10.1515/transcript.9783839419311.167; Andrea Erkenbrecher, Oradour und die Deutschen. Geschichtsrevisionismus, strafrechtliche Verfolgung, Entschädigungszahlungen und Versöhnungsgesten ab 1949, Berlin 2023.

82 Discours du président fédéral Joachim Gauck à Oradour-sur-Glane le 4 septembre 2013, Bundespäsidialamt, 25-03-2025 (avec version française).

83 Corine Defrance, Faire face au passé. Gestes et discours officiels en RFA depuis les années 1970, dans: Francia 45 (2018), 431–440, DOI 10.11588/fr.2018.0.70132.

84 Rolf Giordano, Die zweite Schuld oder Von der Last Deutscher zu sein, Hambourg, Zurich 1987.

85 Discours du président fédéral Frank-Walter Steinmeier lors de la cérémonie commémorative des 80 ans du massacre d'Oradour-sur-Glane le 10 juin 2024, Der Bundespräsident, 25-03-2025.

86 Tanja Herrmann, Städtepartnerschaftsboom (voir n. 47), 240–252.

87 Quand le symbole de l'inhumain devient celui de l'entente des peuples, Fonds Citoyen franco-allemand, 06-06-2024, 25-03-2025.

Ill. 1: Jean Cocteau, *Jeunesse franco-allemande*, Teller (Keramik), 36 cm, ca. 1963. Druckvorlage: Plakat des Deutsch-französischen Jugendwerks/Office franco-allemand pour la Jeunesse, ca. 1963. Mit freundlicher Genehmigung des Comité Jean Cocteau.

3. Autocélébration de la réconciliation et évolutions du discours

Au moment où a commencé le travail commun sur le passé, Français et Allemands ont entrepris de célébrer leur réconciliation. Depuis les années 1980, les anniversaires du traité de l'Élysée sont fêtés. Le 40e anniversaire, en janvier 2003, a donné lieu à des festivités particulières. Alors que Paris et Berlin refusaient d'intervenir en Irak aux côtés des États-Unis, le président Chirac et le chancelier Schröder, avec les deux parlements, se sont retrouvés au château de Versailles. Cette rencontre a permis de transformer le lieu d'une double et réciproque humiliation – la proclamation de l'Empire allemand en 1871 et la signature du traité de Versailles en 1919 – en un lieu de mémoire positif.[88] Depuis lors, le 22 janvier est la »journée franco-allemande«, où l'on célèbre l'amitié.

2003 marque aussi l'émergence dans le discours officiel de la référence aux initiatives de rapprochement prises avant 1962/63. Auparavant, en France surtout, le récit commençait avec De Gaulle et Adenauer à Reims et la signature du traité de l'Élysée. Jusqu'au seuil du nouveau millénaire, la mémoire du rapprochement de l'entre-deux-guerres – l'ère Briand-Stresemann – était occultée parce qu'elle s'était soldée par un échec.[89] Il fallait éviter une comparaison délicate, comme l'avait déjà confié Adenauer à Pierre Mendès France à la veille de l'échec du projet de Communauté Européenne de Défense (CED).[90] Désormais, il y a la volonté d'ancrer le processus dans la longue durée.[91]

---

88 Robert Frank, Le traité de l'Élysée: un lieu de mémoire franco-allemand?, dans: Corine Defrance, Ulrich Pfeil (dir.), La France, l'Allemagne et le traité de l'Élysée, Paris 2012, 213–221, ici 219–220.

89 Nicolas Beaupré, Ein Jahrhundert später. Der Erste Weltkrieg und die deutsch-französische Aussöhnung (1914–2014), Bundeszentrale für politische Bildung, 11-03-2024, 25-03-2025; Jean-Michel Guieu, Le rapprochement franco-allemand dans les années 1920: esquisse d'une véritable réconciliation ou entente illusoire?, dans: Les Cahiers Sirice 15/1 (2016), 25–40, DOI 10.3917/lcsi.015.0025.

90 »Ich habe weiter darauf hingewiesen, dass im Falle eines Scheiterns die Gefahr nationalistischer Strömungen – nicht nationalsozialistischer – in Deutschland groß sei. Es würden sicher Stimmen laut werden, die sagten: Stresemann hat es mit Briand versucht, Brüning mit Daladier, Adenauer mit Schuman; immer wieder ist es gescheitert! Frankreich will keine Verständigung mit Deutschland.« Konrad Adenauer, Erinnerungen, t. 2, Stuttgart 1966, 288.

91 Corine Defrance, Construction et déconstruction du mythe de la réconciliation franco-allemande au xxe siècle, dans: Ulrich Pfeil (dir.), Mythes et tabous des relations franco-allemandes au vingtième siècle/Mythen und Tabus der deutsch-französischen Beziehungen im 20. Jahrhundert, Berne 2012, 69–85; Corine Defrance, Die Meistererzählung

Le deuxième élément novateur, c'est la reconnaissance publique du rôle des initiatives sociétales par des dirigeants jusqu'alors soucieux d'affirmer le primat du politique dans le processus de rapprochement et réconciliation. À Versailles, en 2003, le chancelier allemand a évoqué Barbara – enfant juive cachée pendant la guerre – et sa chanson *Göttingen* (1964), souvent qualifiée d'»hymne de la réconciliation«.[92]

Depuis une vingtaine d'années, de nouvelles évolutions se repèrent dans le récit. L'accent a été mis, notamment par le président fédéral Joachim Gauck, originaire de l'Allemagne de l'Est, sur l'héritage des »autres« relations franco-allemandes,[93] certes moins denses – mais qui ont eu elles aussi leurs jumelages, leurs rencontres et leurs imaginaires – afin de les intégrer dans le récit commun.[94] Et l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) comme le Fonds citoyen franco-allemand créé en 2020,[95] s'efforcent, avec le concours d'autres associations, de préserver cette mémoire souvent oubliée ou marginalisée et d'intensifier les relations entre les Français et les Allemands de l'Est de l'Allemagne.[96]

Enfin, une dernière tendance profonde s'esquisse: la connexion croissante et étroite entre les récits franco-allemand et européen de la réconciliation. Toutes les parties y œuvrent. Par deux résolutions de 2009 et 2019, le Parlement européen a présenté l'Union Européenne comme un »modèle« de paix et de réconciliation en Europe et hors d'Europe.[97] Et c'est parce qu'elle est ain-

---

von der deutsch-französischen »Versöhnung«, dans: Aus Politik und Zeitgeschichte 63/1–3 (2013), 16–22, 25-03-2025.

92 Corine Defrance, Barbara, Göttingen et la »réconciliation« franco-allemande, dans: Frankreich-Forum, Bielefeld 2015, 101–112, DOI 10.14361/9783839430828-004, numéro spécial dirigé par Dietmar Hüser et Ulrich Pfeil, Populärkultur und deutsch-französische Mittler. Akteure, Medien, Ausdrucksformen.

93 Discours du président fédéral Gauck le 22 janvier 2013, à l'occasion du 50e anniversaire du traité de l'Élysée, Bundespräsidialamt, 25-03-2025.

94 Constanze Knitter, Städtepartnerschaften zwischen Frankreich und der DDR (1959–1990). Akteure, Ziele und Entwicklungen, Berlin et al. 2023; Jürgen Dierkes, »Ménage à trois« im Ost-West-Konflikt. Städtepartnerschaften zwischen westdeutschen, französischen und ostdeutschen Kommunen von den 1950er Jahren bis zum Fall der Mauer, Stuttgart 2024.

95 Benjamin Kurc, Le fonds citoyen franco-allemand: le nouvel instrument de la coopération franco-allemande?, dans: Allemagne d'aujourd'hui 244/2 (2023), 44–49, DOI 10.3917/all.244.0044.

96 Claire Demesmay, Si loin, si proches: chances et défis de la coopération entre l'Est de l'Allemagne et la France, dans: Panorama 1 (2022), édité par l'OFAJ, 25-03-2025.

97 Résolution du Parlement européen du 2 avril 2009: »Conscience européenne et totalitarisme« (P6_TA(2009)0213), 25-03-2025; Résolution du Parlement européen du 19 sep-

si perçue que l'UE a reçu en 2012 le prix Nobel de la paix. Thorbjørn Jagland, président du comité Nobel norvégien, a construit un récit linéaire partant de la réconciliation franco-allemande au lendemain de la guerre, base de la construction européenne, s'étendant ensuite à toute l'Europe après la fin de la guerre froide.[98] C'est évidemment une *success story* questionnable, gommant les tensions et les difficultés du processus. Quant aux dirigeants français et allemands, ils ont eu la tentation de vouloir exporter leur savoir-faire en la matière. Lors du sommet franco-allemand de Mayence, le 9 juin 2000, ils se sont félicités de la »valeur exemplaire« de leur réconciliation offerte en »modèle« à l'Europe des Balkans après les guerres dans l'ex-Yougoslavie.[99] Cela n'a pas manqué de susciter des critiques, chaque situation étant particulière. Désormais, ils présentent plus prudemment leurs expériences comme une »boîte à outil« dans lesquelles les autres pays peuvent rechercher des instruments adéquats et les adapter à leurs besoins.[100] Et l'on a en effet vu éclore en Europe des institutions inspirées de l'OFAJ, tel que l'Office germano-polonais pour la Jeunesse (1992), l'Office régional pour les Balkans occidentaux (2016), ou l'Office germano-grec (2018). Plus récemment, la signature du traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle, en janvier 2019, a souligné le lien entre la relation franco-allemande et l'Europe.[101] Par le choix de la ville de Charlemagne »père de l'Europe«, par les discours et l'organisation protocolaire, avec les représentants des principales instances de l'Union Européenne (UE), la cérémonie a souligné le message officiel: le tandem franco-allemand, qui doit faire face aux nouveaux défis du XXIe siècle, n'est pas un bilatéralisme exclusif, comme en 1963, mais entend s'ancrer en Europe et au service de l'Europe. Si l'on se souvient que le traité de l'Élysée avait été signé dans l'urgence après l'échec, provoqué par la France, d'un projet de coopération politique européen, et

tembre 2019: »Importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe« (P9_TA(2019)0021), 25-03-2025.

98 Discours de présentation du prix Nobel de la paix par Thorbjørn Jagland, président du comité Nobel norvégien à Oslo le 10 décembre 2012, The Nobel Prize, 25-03-2025.

99 Déclaration commune franco-allemande lors de la réunion du 75ème sommet franco-allemand à Mayence le 9 juin 2000, Vie publique, 25-03-2025.

100 Stefan Seidendorf (dir.), Le modèle franco-allemand: les clés d'une paix perpétuelle? Analyse des mécanismes de coopération, Villeneuve d'Ascq 2013; Claire Demesmay, Nicole Colin (dir.), Franco-German Relations Seen from Abroad: Post-War Reconciliation in International Perspectives, Cham 2021.

101 Claire Demesmay, À la recherche d'un nouveau souffle – un traité 2.0 pour la coopération franco-allemande, dans: Allemagne d'aujourd'hui 226/4 (2018), 19–32, DOI 10.3917/all.226.0019.

qu'il avait alors inquiété les quatre autres partenaires de l'Europe des Six,[102] l'esprit du traité d'Aix est très différent: la relation franco-allemande se veut ouverte et européenne.[103]

Revenir sur l'histoire du rapprochement et de la réconciliation, c'est d'abord en comprendre les difficultés, un chemin parsemé d'obstacles, non linéaire, avec parfois des échecs – dont l'analyse est fructueuse pour l'historien. Si la voie avait été rapide et facile, il n'y aurait pas lieu de l'ériger en symbole! Pourtant le récit actuel gomme les aspérités du processus. Il cherche aussi à en faire remonter les racines le plus loin possible. Or, dans l'immédiat après 1945, les partisans du rapprochement ont été très minoritaires. Hormis la punition des coupables, les conditions du revivre ensemble n'étaient guère thématisées. Des jalons ont cependant été posés avec l'identification de partenaires avec lesquels construire l'avenir: majoritairement des résistants côté français; côté allemand, des exilés et des Allemands dans la Résistance française, des démocrates allemands eux-mêmes victimes du nazisme et parfois rencontrés dans les camps de concentration.

Ce processus est ensuite la résultante d'interactions entre les échelles: franco-allemandes, européennes, globales dans un monde alors bipolaire lui donnant une double orientation au temps des deux Allemagnes. Entre les acteurs aussi: en 1950, Lucien Tharradin confiait que le plan Schuman avait ouvert la voie aux jumelages.[104] Ultérieurement, Alain Poher, ancien président du Sénat, estimait que la signature du traité de l'Élysée avait été rendue possible par la densité des échanges sociétaux – déjà une centaine de jumelages en 1962![105] La complémentarité des acteurs a été cruciale: si, pour des raisons de consensus national, il a été particulièrement difficile pour les dirigeants de parler immédiatement et publiquement des questions de responsabilité et de culpabilité, d'autres porteurs de mémoire, comme les associations d'anciens résistants ou

102 Hans-Peter Schwarz, Le chemin allemand vers le traité de l'Élysée, dans: Corine Defrance, Ulrich Pfeil (dir.), La France, l'Allemagne et le traité de l'Élysée, Paris 2012, 83–103; Jacques Bariéty, Le chemin français vers le traité de l'Élysée, dans: ibid., 105–134.

103 Voir le dossier thématique: 60e anniversaire du Traité de l'Élysée (1963) et mise en œuvre du Traité d'Aix-la-Chapelle (2019), dans: Allemagne d'aujourd'hui 244/2 (2023).

104 Tharradin, Rencontres (voir n. 27).

105 Selon André Santini, Poher aurait déclaré que le traité de 1963 s'inscrivait dans »la suite logique des premières initiatives de rapprochement tentées dans le cadre des jumelages«, André Santini, Les jumelages franco-allemands, dans: Henri Ménudier (dir.), Le couple franco-allemand en Europe, Asnières 1993, 333–336, 334.

de victimes, des écrivains, des artistes, ont imposé le débat sur les crimes passés dans l'espace public.

Aujourd'hui, les récits franco-allemands et européens de la réconciliation sont plus imbriqués que jamais, mais la réconciliation n'est pas un produit d'exportation avec des recettes universelles. Relevons par exemple que, dans le cas franco-allemand, les facteurs religieux et les transferts de populations n'ont joué qu'un rôle marginal, alors qu'ils sont si cruciaux dans d'autres relations (germano-polonaises ou gréco-turques notamment). Entre la France et l'Allemagne, il s'est agi d'un conflit entre des États-nations; il semble que la réconciliation soit plus problématique encore au lendemain d'une guerre civile – car il ne s'agit alors pas seulement de s'entendre avec l'ancien »ennemi« mais avec le »traître« – ou dans le cas de la dislocation d'Empires. La France, l'Allemagne, comme bien d'autres pays européens sont aux prises avec le passé colonial pour apaiser les relations avec les États qui en sont issus et au sein de leurs propres sociétés.[106]

Ce retour en arrière nous invite enfin à la prudence: le terme de réconciliation, aujourd'hui au cœur des projets de justice transitionnelle,[107] et promu en novembre 2018 au rang de »valeur« par la chancelière Merkel et le président Macron à l'occasion du centenaire de l'Armistice,[108] n'a pas toujours été lié à une paix fondée sur la démocratie, la tolérance et le respect des droits humains. Sa réhabilitation a été longue et s'est accompagnée d'une série de conditions dont la première a été la défaite totale de l'Allemagne nazie. Dans nos sociétés contemporaines – et c'est la base sur laquelle la communauté internationale, tout au moins jusqu'à la prise de fonction du président Donald Trump aux États-Unis, a réfléchi au sujet de la guerre menée par la Russie en Ukraine –, les victimes sont au centre du processus de réconciliation.[109] Celui-ci repose sur l'établissement des faits – enquêtes sur les crimes commis comme sur les

106 Sahra Rausch, Emotionen in der postkolonialen Erinnerungspolitik – Deutschland und Frankreich seit den 1990er Jahren, Berlin 2024; ead., On the (Im)Possibility of State Apologies for the Colonial Past in French and German Memory Politics, dans: International Journal of Comparative Sociology 65/6 (2024), DOI 10.1177/00207152241306306.

107 Anne K. Krüger, Transitional Justice, Docupedia-Zeitgeschichte, 25-01-2013, DOI 10.14765/zzf.dok.2.252.v1; Kora Andrieu, Geoffroy Lauvau (dir.), Quelle justice pour les peuples en transition? Démocratiser, réconcilier, pacifier, Paris 2014.

108 Voir la plaque commémorative posée en cette occasion: Jean-No, Stèle commémorative posée à l'occasion du centenaire de l'armistice dans la clairière de Rethondes, photographie, 17-11-2018, Wikimedia Commons.

109 Le statut des victimes a fondamentalement changé au cours de la modernité: Svenja Goltermann, Opfer. Die Wahrnehmung von Krieg und Gewalt in der Moderne, Francfort-sur-le-Main 2017, p. 235–243.

disparus –, sur la réparation dans toutes ses dimensions, la lutte contre l'impunité et la prévention de la répétition des crimes. Depuis le début de l'agression russe, un travail immense de documentation des »atrocités commises« et de conservation des preuves a été entrepris. Des projets sont ébauchés et discutés au sujet du futur jugement des criminels, de la réparation et des garanties de non répétition. Mais, tant que le conflit est en cours et son issue incertaine, il est difficile d'esquisser ce que pourrait être un éventuel et à coup sûr complexe processus de réconciliation russo-ukrainien.[110]

Resümee

Seit den 1960er Jahren haben deutsche und französische Regierungen und die beiden Gesellschaften die Erzählung von der deutsch-französischen Versöhnung entwickelt: Die »Erbfeinde« seien zu »Erbfreunden« geworden, und diese Aussöhnung sei das wertvollste Erbe der deutsch-französischen Geschichte in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts. Der Begriff ist inzwischen allgegenwärtig, so dass manche den »Versöhnungskitsch« anprangern. Die Begriffe und Ideen der Annäherung und Versöhnung haben jedoch eine Geschichte. Auch wenn sie beide auf die wiederhergestellte Koexistenz zwischen ehemaligen »Feinden« verweisen, unterscheidet sie ihr Verhältnis zur Zeit. Während die Annäherung zukunftsorientiert ist, muss die Versöhnung erst die in der Vergangenheit verwickelten Fäden entwirren. Die Erinnerung und die Anerkennung der Opfer stehen heute im Mittelpunkt dieses Prozesses, und das Vergessen wird als moralisches Vergehen verurteilt. Das war nicht immer so. Der Artikel analysiert die Narrative der bilateralen Annäherung und Versöhnung, um die Beziehung der beiden Gesellschaften zur Vergangenheit zu verstehen, zwischen dem vom Westfälischen Frieden inspirierten Modell des Vergessens und dem aktuellen, von Hypermnesie charakterisierten Modell. Die Auseinandersetzung mit dieser Geschichte bedeutet, ihre Herausforderungen zu verstehen: die bilaterale, europäische und globale Ebene in einer bipolaren Welt, die den deutsch-französischen Beziehungen (BRD, DDR) eine doppelte Ausrichtung gab; das Zusammenspiel und die

110 Elisenda Calvet-Martínez, La justice transitionnelle dans le contexte de la guerre en Ukraine, dans: Revue européenne du Droit 5 (2023), 84–91, DOI 10.3917/red.005.0084.

Komplementarität offizieller und gesellschaftlicher Akteure; die verschiedenen Zeitlichkeiten mit Blick auf die Komplexität der kritischen Aufarbeitung der Vergangenheit.

Résumé

Depuis les années 1960, gouvernants et sociétés ont tissé le récit de la réconciliation franco-allemande: les »ennemis héréditaires« seraient devenus des »amis héréditaires« et elle serait le patrimoine le plus précieux de l'histoire franco-allemande au second XX^e siècle. L'usage du terme a connu une telle expansion que certains en dénoncent le »kitsch«. Les mots et idées de rapprochement et réconciliation ont pourtant une histoire. S'ils ont en partage le rétablissement de la coexistence entre les anciens »ennemis«, le rapport au temps les distingue l'un de l'autre. Tandis que le »rapprochement« est tourné vers l'avenir, la réconciliation doit encore dénouer les fils enchevêtrés dans le passé. La mémoire et la reconnaissance des victimes occupent aujourd'hui une place centrale dans ce processus et l'oubli est condamné comme une faute morale. Il n'en a pas toujours été ainsi. L'article analyse les récits du rapprochement et de la réconciliation bilatérale afin d'appréhender la relation des deux sociétés au passé, entre le modèle westphalien de l'oubli et le modèle actuel caractérisé par l'hypermnésie. Revenir sur cette histoire, c'est en comprendre les difficultés; les échelles: bilatérales, européennes, globales dans un monde bipolaire donnant alors une double orientation aux relations franco-allemandes (RFA, RDA); les interactions et la complémentarité entre les acteurs officiels et sociétaux; les temporalités avec la complexité du retour critique sur le passé.

Abstract

From the 1960s onward, the governments and societies of Germany and France have been crafting a narrative of Franco-German reconciliation: the erstwhile »hereditary enemies« are said to have become »hereditary friends,« and this reconciliation is hailed as the most valuable legacy of Franco-German history in the latter half of the twentieth century. This term has now become ubiquitous, to the point that some describe it as »reconciliation kitsch.« Yet the concepts and ideas underpinning rapprochement and reconciliation themselves have a history. Although both refer to the re-established coexistence between former »enemies,« they differ in their relationship to time. While rapprochement is primarily concerned with the future, reconciliation must

first unravel the threads entangled in the past. Today, memory and the recognition of victims stand at the centre of this process, while forgetting is condemned as a moral failing. This was not always the case. The article analyses the narratives of bilateral rapprochement and reconciliation in order to fathom the two societies' relationship to the past, positioned between the model of forgetting as inspired by the Peace of Westphalia and the current model characterised by hypermnesia. Revisiting this history means understanding its challenges: the bilateral, European, and global dimensions in a bipolar world, which afforded Franco-German relations (both for the FRG and the GDR) a dual orientation; the interplay and complementarity of official and societal actors; and the differing temporal dimensions in the complex critical working-through of the past.